

## TUNISIE

# Daesh revendique l'attaque meurtrière de Sidi Bouzid

**L'organisation terroriste Daesh a revendiqué mardi une attaque contre la Garde nationale tunisienne dans la région de Sidi Bouzid qui a fait trois morts et douze blessés.**

L'EI a affirmé dans un communiqué posté sur Twitter que les affrontements avec les gendarmes avaient été menés par «deux soldats du califat, qui ont attaqué à l'arme légère deux sites militaires».

Le groupe, qui avait déjà revendiqué l'attaque contre le musée du Bardo à Tunis dans laquelle 21 touristes étrangers et un policier tunisien sont morts en mars, a affirmé avoir «tué ou blessé plus de vingt soldats ou membres de la Garde nationale».

Selon les autorités tunisiennes, la Garde nationale avait obtenu des informations sur une attaque en préparation dans la région de Sidi Bouzid et a voulu piéger deux suspects sur une moto à un point de contrôle.

Les deux hommes ont alors ouvert le feu



Photo : DR

sur les gendarmes, en en tuant deux. Lors de leur fuite, ils ont tué un troisième membre de la Garde nationale, qui se rendait à son travail.

Les suspects ont ensuite été rattrapés par

des unités de l'armée et des forces de l'ordre, et l'un des assaillants a été tué et l'autre grièvement blessé.

Douze autres personnes ont été blessées, trois membres des forces de l'ordre, un soldat

et huit civils, dont l'un est dans un état grave, a appris lundi l'AFP auprès de l'hôpital de Sidi Bouzid où elles ont été hospitalisées. Le ministère de l'Intérieur avait dès lundi attribué l'attaque non à l'Etat islamique mais à la phalange Okba Ibn Nafaâ, qui se dit proche d'Al-Qaïda. En mai, le ministère avait estimé possible une scission au sein de ce groupe dont une partie aurait rejoint l'EI. Dans l'après-midi, une autre attaque non revendiquée a entraîné la mort d'un gendarme dans la région de Jendouba à la frontière algérienne. La Tunisie est confrontée depuis la révolution de janvier 2011 à l'essor de groupes armés djihadistes, et les heurts entre hommes armés et forces de l'ordre se sont multipliés depuis, sans que les autorités parviennent à neutraliser ces groupes malgré des centaines d'arrestations.

Quelque 70 militaires et policiers ont été tués dans des affrontements ou par des engins explosifs depuis 2011, en particulier dans les régions proches de la frontière algérienne.

## AFIN DE COORDONNER LA LUTTE ANTITERRORISTE

### Le Premier ministre irakien aujourd'hui en Iran

Le chef du gouvernement irakien Haider Al-Abadi se rendra aujourd'hui en Iran pour une visite d'une journée axée sur la lutte contre le groupe autoproclamé Etat islamique (Daesh/EI), a annoncé mardi son bureau.

Il doit notamment examiner avec le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, et d'autres dirigeants iraniens «les efforts de la communauté internationale visant à combattre les bandes terroristes», a précisé un communiqué publié sur le site du Premier ministre.

Puissance régionale, l'Iran s'est engagé dans la lutte contre l'EI qui contrôle de larges pans de territoire en Syrie et en Irak. Téhéran a envoyé des conseillers militaires et fourni un soutien financier et militaire aux gouvernements syrien et irakien, tout en affirmant ne pas avoir déployé de troupes au sol dans ces pays.

Daesh a lancé en juin 2014 une offensive fulgurante en Irak qui lui a permis de s'emparer de larges pans du territoire au nord, à l'est et à l'ouest de Bagdad.

Après quelques revers, le groupe terroriste a réussi en mai à prendre Ramadi, la capitale de la province d'Al-Anbar (ouest), que les forces irakiennes tentent de reprendre depuis avec l'aide de milices progouvernementales.

## SYRIE

## Assad appuie la poursuite des concertations de l'ONU sur la crise

**Le Président Bachar Al-Assad a affiché mardi son appui aux concertations en cours à Genève pour régler la crise syrienne en recevant à Damas leur maître d'œuvre, l'émissaire spécial de l'ONU Staffan de Mistura.**

«L'émissaire de l'ONU a expliqué à M. Assad la teneur des pourparlers qu'il mène à Genève avec plusieurs parties syriennes et les deux hommes se sont mis d'accord sur la poursuite des concertations pour trouver une solution politique à la crise en Syrie», a affirmé l'agence officielle Sana.

M. De Mistura, qui mène depuis le 5 mai des «consultations séparées» avec les protagonistes du conflit

syrien, a récemment annoncé qu'il allait poursuivre ces entretiens en juillet. Des représentants du gouvernement et de la Coalition de l'opposition en exil, ainsi qu'une multitude de représentants et ambassadeurs des parties invitées, dont l'Iran, des experts et des représentants de la société civile ont participé à ces consultations qui devaient durer initialement quatre à six semaines.

Au cours de leur entretien, le quatrième depuis la nomination de M. De Mistura il y a près d'un an, le Président Assad a déclaré que «le silence encourage les terroristes à poursuivre leurs crimes et le monde entier doit prendre conscience de la menace que constitue ce terrorisme sur la sécurité et la stabilité du monde». La phraséologie du régime «terroriste» désigne tous les insurgés qu'il s'agisse des modérés, des isla-

mistes ou des djihadistes et les pays visés sont la Turquie, le Qatar et l'Arabie Saoudite qui soutiennent la rébellion. L'entretien a également porté sur le pilonnage par les rebelles des quartiers tenus par le gouvernement à Alep (nord), selon Sana.

M. De Mistura a condamné le bombardement qui a fait au moins 34 personnes, dont 12 enfants, dans les quartiers loyalistes d'Alep, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les forces gouvernementales bombardent régulièrement les quartiers rebelles avec ces barils d'explosif extrêmement dangereux et dont l'usage est dénoncé par la communauté internationale.

Depuis juillet 2012, Alep est divisée entre les quartiers est, sous contrôle rebelle, et l'ouest, resté aux mains du régime.

## APRÈS AVOIR AUTORISÉ LE PRÉSIDENT SOUDANAIS À RENTRER CHEZ LUI

### Le gouvernement sud-africain sommé de s'expliquer

**L'heure des explications a sonné pour l'Afrique du Sud après l'aller-retour du Président soudanais Omar El-Béchir à Johannesburg pour le sommet de l'Union africaine au nez et à la barbe de la Cour pénale internationale (CPI) qui le recherche pour génocide au Darfour.**

D'ici la semaine prochaine, le gouvernement va devoir justifier pourquoi le dirigeant soudanais a pu quitter le pays lundi sans encombre qui plus est, depuis une base militaire.

Le Président Béchir était pourtant frappé d'une interdiction de sortie du territoire obtenue la veille par une ONG sud-africaine qui avait saisi en urgence les tribunaux. Des médias sud-africains ont fait état de pressions sur les troupes sud-africaines de maintien de la paix présentes au Darfour pour forcer Pretoria à laisser partir leur président. Mais de l'avis de plusieurs analystes, l'Afrique du Sud, poids-lourd économique dont les rouages démocratiques fonctionnent bon gré mal gré, a délibérément choisi de ne pas arrêter M. Béchir pour rallier la fronde des dirigeants africains contre la CPI, critiquée pour ne s'en prendre qu'à des représentants du continent.

«Nous allons attendre (...) que l'Etat explique pourquoi il n'a pas fait respecter l'ordre de la justice», a déclaré l'ONG qui avait saisi la justice, le Centre des litiges d'Afrique australe (SALC).

«Nous envisageons sérieusement de poursuivre l'Etat pour entrave à la justice.»

Muet pendant 48 heures, le gouvernement de Jacob Zuma a fait le gros dos et rompu le silence à l'heure où le Président Béchir était déjà rentré à Khartoum.

Pretoria a affirmé sur un ton laconique vouloir se plier aux injonctions de la justice et livrer les explications demandées sous huitaine.

Ce légalisme de façade ne devrait cependant tromper personne.

«La décision de l'Afrique du Sud de ne pas arrêter El-Béchir amplifie les tensions qui fermentent depuis quelque temps déjà entre l'Union africaine et la CPI», a commenté Netsanet Belay, un responsable d'Amnesty International.

«C'est d'autant plus décevant quand on connaît le rôle joué par l'Afrique du Sud lors de la création de la CPI (en 2002). Voilà que maintenant, ils ont manqué à leurs obligations. On espérait qu'ils prendraient le parti des victimes de la crise au Darfour. L'Afrique du Sud, en tant que pays ayant émergé d'un passé douloureux, est mieux placée que quiconque pour comprendre», a-t-il ajouté.

«La décision du gouvernement sud-africain d'ignorer l'ordre du tribunal de ne pas laisser repartir le Président Omar El-Béchir est une entrave délibérée et préméditée à la justice», a estimé le constitutionnaliste sud-africain Pierre de Vos.

Lundi, les dirigeants de l'ANC, le parti au pouvoir, ont tenté de se défaire en affirmant que formellement M. Béchir n'était pas l'hôte de l'Afrique du Sud mais de l'Union africaine, non membre de la CPI et libre d'inviter qui elle veut.

En fait, l'Afrique du Sud a toujours refusé la perspective que le Président Béchir soit déféré aux juges de La Haye qui le recherchent pour génocide, crimes de guerre et crimes contre l'humanité dans le conflit du Darfour.

Mais jusqu'à présent, la diplomatie sud-africaine s'était gardé de toute confrontation directe avec la CPI, recommandant au dirigeant soudanais de rester chez lui, par exemple pour ne pas gâcher le Mondial-2010 de football.

Elle a réaffirmé avec constance, en 2008 déjà, du temps du Président Thabo Mbeki, médiateur au Soudan, qu'une arrestation de M. Béchir nuirait à la paix au Soudan où le conflit au Darfour a fait plus de 300 000 morts et deux millions de déplacés. En outre, une partie de l'ANC s'est faite à l'idée que «beaucoup de pays africains trouvent que la CPI a une attitude biaisée vis-à-vis du continent», selon les termes d'un éditorial de *The New Age*, le quotidien proche du parti.

Beaucoup de pays africains, mais pas tous : le Botswana a fait entendre sa différence mardi en déclarant dans un communiqué : «Nous sommes déçus que le Président El-Béchir ait évité une arrestation en écourtant sa venue et en fuyant, par peur d'être arrêté.»